

## La forteresse de Bay Street

### L'unilinguisme comme arme de siège économique.

Au Canada, le pouvoir économique ne se diffuse pas de manière neutre dans l'espace. Il se concentre et se protège. Ce pouvoir se rassemble autour d'un axe très précis, quelques rues du centre de Toronto connues sous le nom de Bay Street. Là se trouve la forteresse financière de l'anglosphère canadienne. Les cinq grandes banques du pays y ont leur direction stratégique. La Banque Royale du Canada, la Banque Toronto-Dominion, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque de Montréal et la CIBC contrôlent ensemble environ 86 % du marché bancaire canadien; si l'on ajoute la Banque Nationale du Canada, la part cumulée de ces grandes institutions approche 93 % à 95 % des actifs du secteur bancaire. Le Toronto Stock Exchange, principale bourse du pays avec plus de 1 700 sociétés cotées et une capitalisation totale qui se chiffre en milliers de milliards de dollars canadiens, concentre à lui seul la grande majorité de la capitalisation boursière nationale, généralement estimée à près de 90 %. Dans cet environnement, les grandes émissions d'actions, les obligations corporatives et les produits financiers complexes passent presque inévitablement par les réseaux de Bay Street.



Ce pouvoir économique ne s'est pas simplement accumulé au fil du marché. Il s'est construit dans un cadre idéologique précis, hérité de l'histoire politique du Canada anglais. L'élite qui a bâti les institutions économiques canadiennes s'inscrit dans une tradition politique profondément marquée par le loyalisme britannique et l'orangisme. Les loges de l'Ordre d'Orange formaient au XIX<sup>e</sup> siècle un réseau d'influence reliant politiciens, juges, chefs policiers, banquiers et dirigeants d'entreprise. Ce réseau n'avait rien d'un club folklorique. Il fonctionnait comme un système de promotion interne et de protection idéologique destiné à maintenir la domination anglo-protestante sur les institutions de pouvoir.

Normand Lester décrit cette réalité sans détour. « *Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Ordre d'Orange dominait la vie politique et économique du Canada anglais. Les premiers ministres, les juges, les chefs de police et les dirigeants des grandes institutions financières en faisaient partie. L'organisation servait de réseau d'entraide pour consolider le pouvoir protestant et marginaliser les Canadiens français* » -- Normand Lester, *Le Livre noir du Canada anglais*, tome 1 (2001).

Dans ce contexte, l'économie ne représentait pas simplement un domaine d'activité. Elle constituait un instrument de domination politique. Les élites orangistes considéraient le contrôle du capital comme un rempart nécessaire contre l'influence française en Amérique du Nord. L'accès aux institutions financières, aux conseils d'administration et aux leviers du crédit passait par ces réseaux d'appartenance. Les Canadiens français pouvaient travailler dans l'économie, mais l'accès aux positions décisionnelles restait verrouillé.

Normand Lester souligne la nature systématique de ce mécanisme. « *Dans les banques, les grandes compagnies et les administrations publiques du Canada anglais, les Canadiens français étaient systématiquement tenus à l'écart des postes de direction. Les réseaux orangistes assuraient la promotion des leurs et maintenaient les francophones dans des rôles subalternes* » -- Normand Lester, *Le Livre noir du Canada anglais*, tome 2 (2002).

L'historien Pierre-Luc Bégin montre que ce système ne relève pas seulement d'une rivalité culturelle. Il s'inscrit dans une tradition idéologique profondément enracinée dans le loyalisme canadien. **Dans cette tradition, l'identité politique du Canada anglais s'est construite en opposition directe à la présence française.** « *Le loyalisme canadien s'est développé comme une culture politique de combat dont l'objectif central consistait à contenir et neutraliser l'influence française en Amérique du Nord. L'orangisme en a fourni la structure militante et le fanatisme anti-français* » -- Pierre-Luc Bégin, *Loyalisme et fanatisme* (2008).

Dans cette vision du monde, la langue française représente un facteur de désordre politique. La domination économique anglo-saxonne devient alors un instrument de stabilisation impériale. Le capital, les banques et les infrastructures doivent rester entre les mains d'une élite fidèle à la tradition britannique. Cette élite se reproduit génération après génération, orangiste de père en fils, consolidant un pouvoir économique qui dépasse largement les alternances politiques.

L'évolution du système financier canadien illustre cette continuité. Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, Montréal occupait une position dominante dans la finance nationale. Les grandes compagnies ferroviaires, industrielles et commerciales y concentraient leurs sièges sociaux. La Bourse de Montréal jouait un rôle majeur dans le financement des entreprises canadiennes et dans les transactions de titres industriels et ferroviaires qui structuraient l'économie du pays. La rupture majeure survient en 1959 avec l'ouverture de la Voie maritime du Saint-Laurent. Les écluses et canaux permettant aux navires océaniques d'accéder directement aux Grands Lacs ont court-circuité Montréal, transformant l'ancien terminus obligatoire en simple lieu de passage. Les flux de marchandises et de matières premières, désormais redirigés vers les ports des Grands Lacs et le Midwest industriel, ont mécaniquement entraîné le déplacement des centres de décision financiers. Les banques, les sociétés d'investissement et les grandes firmes juridiques ont suivi ces flux vers Toronto, consolidant Bay Street comme nouveau centre stratégique. Ce transfert ne relève pas d'une préférence du marché, mais d'une recomposition géopolitique des corridors économiques et logistiques, où la maîtrise des flux physiques conditionne directement le contrôle du capital et du pouvoir financier.

Ce déplacement n'a pas simplement redistribué l'activité économique. Il a permis à l'élite torontoise de capturer les mécanismes de régulation qui encadrent l'économie nationale. Les économistes parlent ici de capture réglementaire, c'est-à-dire le contrôle par les acteurs régulés des institutions censées les superviser. Les cadres circulent entre les grandes banques, les cabinets juridiques spécialisés et les organismes fédéraux de supervision comme le Bureau du surintendant des institutions financières ou les autorités de réglementation des marchés. Cette circulation produit une homogénéité culturelle et linguistique qui consolide l'influence de Bay Street.

Les normes financières canadiennes se rédigent dans cet environnement. Les consultations techniques, les arbitrages réglementaires et les négociations juridiques s'y déroulent exclusivement en anglais. Ce détail linguistique possède des conséquences économiques profondes. La langue agit comme une barrière d'accès qui sélectionne les acteurs capables de participer au système.

Cette domination linguistique fonctionne également à l'échelle territoriale. L'économie canadienne s'organise selon un modèle de hinterland, dans lequel un centre dominant concentre les fonctions financières et décisionnelles pendant que les régions périphériques fournissent ressources naturelles, énergie et production industrielle. Toronto agit comme ce centre dominant. Les ressources énergétiques, minières et industrielles du pays alimentent ce système, tandis que les décisions financières remontent vers Bay Street.

Le Québec occupe une position paradoxale dans cette structure. La province produit une part considérable de l'électricité en Amérique du Nord grâce à l'hydroélectricité, possède d'importantes ressources minières et forestières et maintient une base industrielle diversifiée dans l'aéronautique, l'aluminium ou les technologies. Pourtant, une part significative des décisions financières concernant ces secteurs se négocie à Toronto ou dans les réseaux dominés par l'anglais.

La langue joue ici un rôle déterminant. Les contrats financiers, les prospectus d'investissement et les négociations d'acquisition utilisent une terminologie technique extrêmement précise. Lorsque ces instruments fonctionnent exclusivement en anglais, les acteurs francophones doivent traduire et adapter leurs pratiques pour accéder aux circuits du capital. La langue devient un mécanisme d'assujettissement économique.

Le bilinguisme canadien ne corrige pas cette asymétrie. Il l'organise. Les données linguistiques montrent que près de la moitié des francophones du Canada déclarent pouvoir soutenir une conversation en anglais, alors que seule une minorité d'anglophones maîtrise réellement le français. Dans les institutions financières torontoises, l'unilinguisme anglais demeure la norme absolue. Les francophones doivent continuellement travailler dans deux langues pendant que les institutions dominantes opèrent dans un environnement linguistique uniforme.

Ce déséquilibre n'est pas une loi naturelle du marché, mais un mécanisme d'exclusion construit pour légitimer **l'illusion que l'anglais constitue la seule langue des affaires**. Documents juridiques, analyses financières et négociations doivent être produits et traduits par les acteurs économiques francophones pour se conformer aux normes du centre financier, renforçant ainsi un verrouillage systémique des circuits du capital. Pendant ce temps, l'élite de Bay Street bénéficie d'un privilège d'unilinguisme total, hérité de l'orangisme, qui maximise son efficacité économique tout en maintenant les francophones dans des rôles subalternes et périphériques.

La géographie renforce cette dynamique. L'économie canadienne s'articule autour d'un corridor stratégique reliant Toronto, Montréal et New York. Cet axe concentre infrastructures de transport, réseaux ferroviaires, pipelines énergétiques et flux commerciaux transfrontaliers. Toronto agit comme centre de commandement financier tandis que New York représente l'un des principaux pôles mondiaux du capital. Montréal se retrouve insérée dans cet ensemble comme plateforme logistique et industrielle. Le port de Montréal constitue l'un des principaux points d'entrée du commerce transatlantique en Amérique du Nord. Les corridors ferroviaires et autoroutiers qui traversent le Québec transportent une grande partie des ressources du continent vers les marchés internationaux.

Dans cette logique, l'unilinguisme du centre agit comme une arme de siège qui asphyxie progressivement l'autonomie économique des périphéries. Les flux économiques traversent le territoire québécois, mais les décisions stratégiques se prennent ailleurs. Les universités québécoises forment chaque année des spécialistes en finance, en ingénierie financière et en droit des affaires. Une part importante de ces diplômés rejoint ensuite les institutions situées à Toronto ou dans les grandes places financières internationales.

Normand Lester observe que ces mécanismes prolongent des structures d'exclusion historiques. « *Les structures de pouvoir qui ont longtemps marginalisé les Canadiens français n'ont pas disparu. Elles se sont transformées en réseaux économiques et administratifs qui continuent de privilégier l'élite anglophone dans les centres décisionnels du pays* » -- Normand Lester, *Le Livre noir du Canada anglais*, tome 3 (2003).

Face à cette architecture de domination, un Québec souverain disposerait néanmoins de plusieurs leviers institutionnels pour briser ce siège économique. La reconstruction d'un centre financier autonome représenterait une première rupture stratégique. Montréal possède déjà une expertise reconnue dans certains marchés spécialisés, notamment les produits dérivés et les technologies financières. Un État québécois indépendant pourrait établir une Bourse de Montréal souveraine, indépendante des structures torontoises, spécialisée dans certains secteurs stratégiques comme les obligations vertes, le financement énergétique ou les technologies propres.

Le cadre juridique de l'économie pourrait également être redéfini. Un Québec souverain pourrait imposer le français comme langue juridique intégrale des contrats financiers, des transactions immobilières commerciales et des conventions de travail. Les instruments contractuels structurent les relations économiques. En établissant le français comme langue exclusive de ces instruments, l'État réorganiserait l'ensemble de l'écosystème juridique et financier.

La diplomatie économique représenterait un autre levier stratégique. Un Québec souverain pourrait développer des relations financières directes avec les marchés européens et les économies de la Francophonie. L'Union européenne constitue l'un des plus grands ensembles financiers de la planète et **plusieurs pays francophones d'Afrique connaissent une croissance économique rapide**. En établissant des liens directs avec ces partenaires, le Québec pourrait contourner l'intermédiation torontoise et diversifier ses circuits d'investissement.

Ces transformations reposent sur une réalité géopolitique fondamentale. Une nation qui abandonne le contrôle de ses flux économiques abandonne également sa capacité d'orienter son avenir. René-Marcel Sauvé formule ce principe avec précision. « *La puissance d'un État repose sur sa capacité à contrôler ses réseaux de communication, ses infrastructures et les flux économiques qui traversent son territoire. Sans ce contrôle, l'autonomie politique demeure fragile* » -- René-Marcel Sauvé, *Géopolitique et avenir du Québec* (1994).

Dans l'économie canadienne actuelle, la langue du capital demeure l'anglais de Bay Street. Tant que cette forteresse financière conservera le monopole des circuits du capital, elle continuera de verrouiller l'accès au pouvoir économique. La souveraineté politique offrirait au Québec la capacité de reprendre le contrôle de ces flux et de replacer la langue française au cœur même du système où se négocient les investissements, les contrats et l'avenir économique d'une nation.

Louis-Martin Carrière